



## PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25/10/2024

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-cinq octobre l'assemblée régulièrement convoquée le 21 octobre 2024 à 19h00 en salle du conseil, s'est réunie sous la présidence de Monsieur le Maire, Gilles RIOS.

**Sont présents :** Gilles RIOS, Bernadette SIMON, Serge DELMAS, Françoise CHARCIAREK, Sébastien DOULCET, Gérard ULMET, Guy TEREYJOL, Régis VALLET, Nadine HUMBLOT-BISCAUT

**Absents excusés :** Michelle BESSOU représentée par Mme Nadine Humblot-Biscaut , Marina RAYNAUD représentée par Mme Françoise Charciarek

**Absents :** Ludivine JOUVE et Nicolas COMTE

**Secrétaire de séance :** Nadine HUMBLOT-BISCAUT

Le nombre de membres en exercice étant de treize et la majorité de ses membres étant présents, le quorum est atteint et Monsieur le Maire déclare la séance ouverte. L'ordre du jour est abordé.

### ORDRE DU JOUR :

- 1 RPQS
- 2 Décision modificative assainissement
- 3 Contrat d'architecte – Cabinet Basset – Réhabilitation Maison Pomier
- 4 Etude du sol pour les projets – réhabilitation bar et Maison Pomier
- 5 Avenant n°2 au contrat de maîtrise d'œuvre Chastain Architecte
- 6 Aménagement HTA vers poste bourg
- 7 Honoraires assistance à maîtrise d'œuvre
- 8 Assurances statutaires
- 9 Adhésion Syndicat mixte GEMAPI Auze Sumène
- 10 Noël enfants des agents communaux – des agents communaux – des Aînés de la commune
- 11 Questions diverses

#### **1 RPQS (Rapport sur le prix de la qualité du service de l'assainissement collectif)**

Madame Françoise CHARCIAREK, adjointe aux finances, rappelle que le code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif (RPQS).

En application de l'article D.2224-7 du CGT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de quinze jours, par voie électronique, au préfet et au système d'information prévu à l'article L.213-2 du code de l'environnement (SISPEA) qui correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après la présentation de ce rapport, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public assainissement collectif
- Décide de transmettre aux services préfectoraux la présentation délibération
- Décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

## 2 Décision modificative assainissement

Madame Françoise CHARCIAREK, adjointe aux finances, expose au Conseil Municipal que les crédits ouverts aux articles ci-après du budget de l'exercice 2024 ayant été insuffisants, il est nécessaire de voter les crédits supplémentaires et/ou de procéder aux réajustements des comptes et d'approuver les décisions modificatives suivantes :

FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES
61523-Entretiens, réparations réseaux	+1000.00 €	
6218-Autres Personnels extérieurs	+2000.00 €	
70611 Redevance d'Assainissement collectif		+3000.00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve la décision modificative proposée.

## 3 Contrat d'architecte – Cabinet Basset – Réhabilitation Maison Pomier

Dans le cadre de la réhabilitation de la « Maison Pomier » il a été fait appel au Cabinet Basset et Associés-35 rue Raspail 19110 Bort-les-Orgues- pour la mission de maîtrise d'œuvre concernant la réhabilitation du bâtiment.

Le montant des honoraires s'élève à 9.5% du montant HT des travaux.

Le montant actuel est estimé à 556 200.00 € HT, 400 000.00 € HT pour la tranche 1 soit 38 000 euros HT

Après en avoir délibéré e à l'unanimité le Conseil Municipal :

- Approuve la proposition du Cabinet Basset et Associé
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à la présente délibération

## 4 Etude du sol pour les projets – réhabilitation bar et Maison Pomier

Dans le cadre des projets de réhabilitation du bar de la commune et du projet concernant les travaux de la Maison Pomier il y a lieu de faire des analyses des sols.

Le cabinet Basset en charge de ces dossiers fait appel à la société Alpha BTP – Parc d'activités du Cheix 12 rue Enrico Fermi 63 540 Romagnat – dont le montant des devis sont les suivants :

- Le projet du bar : 3 260.00 € HT et 3 912.00 € TTC
- Le projet de la Maison Pomier : 3 720.00 € HT et 4 464.00 € TTC

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide les propositions de la société Alpha BTP concernant les études de sols pour les projets du bar et de la maison Pomier.

## 5 Avenant n°2 au contrat de maîtrise d'œuvre Chastain Architecte

Monsieur le Maire informe le Conseil que suite à la cessation d'activité de la société CPR Ingénierie il est nécessaire de valider l'avenant n° 2 au contrat de maîtrise d'œuvre signé pour la transformation de la salle des fêtes en groupe scolaire.

Le bureau d'étude CPR Ingénierie n'étant plus en activité il est remplacé par le bureau d'études structures IB2M.

Le montant de l'avenant est de 3 618.57 € HT et de 4 342.28 € TTC.

Le Conseil Municipal ; après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à signer l'avenant n°2 au contrat de maîtrise d'œuvre concernant le projet du groupe scolaire.

## 6 Aménagement HTA vers poste bourg – Fonds de concours

Monsieur informe le Conseil municipal que dans le cadre des travaux du projet groupe scolaire il est nécessaire de procéder à des travaux d'aménagement sur la ligne Haute tension.

Le Montant total de l'opération est estimé à 15 800.00 € HT.

Concernant le financement une subvention du SDEC s'élevant à 40% du HT soit 6 320.00 € est prévue et la participation de la commune s'élève à 9 480.00 €

Après en avoir délibéré, e à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Accepte la proposition SDEC concernant l'aménagement HTA vers le poste bourg
- Autorise Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette opération

## 7 Honoraires assistance à maîtrise d'œuvre

Monsieur le Maire informe le Conseil que dans le cadre des projets concernant le bar de la commune et la phase 2 de l'aménagement du Bois de Lempre il y a lieu de faire appel à un prestataire extérieur afin d'apporter son aide au montage des dossiers de subventions. Il propose de faire appel à Madame Pradeyrol – 34 rue Saint Mary 15 200 Mauriac.

Madame Pradeyrol propose un devis de 6 000.00 € HT pour 20 demi- journées d'intervention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte la proposition de Madame Pradeyrol et autorise Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette délibération.

## 8 Assurances statutaires

Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Cantal a négocié un contrat groupe d'assurance statutaire garantissant les prestations qui incombent aux employeurs territoriaux vis-à-vis de leurs agents, en cas de maladie ordinaire, longue maladie, longue durée, d'accident du travail, de maladies professionnelles, d'incapacité temporaire de travail, ou de décès en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents,

Le Maire expose :

- que le Centre de Gestion a communiqué à la Collectivité les résultats la concernant.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ; non encore codifié ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu la délibération n°2024-26 du Conseil d'Administration du CDG 15 en date du 3 septembre 2024, relative à l'attribution du marché d'assurance statutaire ;

Décide

ARTICLE 1<sup>ER</sup> : d'accepter la proposition suivante :

Assureur : CNP Assurances

Courtier : Relyens SPS

Durée du contrat : 4 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2028. Le contrat groupe est un contrat en capitalisation.

AGENTS (titulaires ou stagiaires) affiliés CNRACL

Risques garantis :

-Décès

-Accident de service & maladie imputable au service (y compris temps partiel thérapeutique)

-Maladie de longue durée, longue maladie (y compris temps partiel thérapeutique et disponibilité d'office)

-Maternité / adoption / paternité

-Incapacité (maladie ordinaire, disponibilité d'office, invalidité temporaire)

Conditions :

Tarification 1 :

GARANTIES	Indemnités journalières : Taux de prise en charge	Franchises	TAUX	CHOIX*
Décès	Non concerné	Néant	8.59%	<input checked="" type="checkbox"/>
Accident de service & maladie imputable au service (y compris temps partiel thérapeutique)	100%	Néant		
Maladie de longue durée, longue maladie (y compris temps partiel thérapeutique et disponibilité d'office)	100%	Néant		
Maternité / adoption / paternité	100%	Néant		
Incapacité (maladie ordinaire, disponibilité d'office, invalidité temporaire)	100%	10 jours fermes		

Tarification 2 :

GARANTIES	Indemnités journalières : Taux de prise en charge	Franchises	TAUX	CHOIX*
Décès	Non concerné	Néant	7.25%	<input type="checkbox"/>
Accident de service & maladie imputable au service (y compris temps partiel thérapeutique)	90%	15 jours fermes		
Maladie de longue durée, longue maladie (y compris temps partiel thérapeutique et disponibilité d'office)	90%	Néant		
Maternité / adoption / paternité	90%	Néant		
Incapacité (maladie ordinaire, disponibilité d'office, invalidité temporaire)	90%	15 jours fermes		

Tarification 3 :

GARANTIES	Indemnités journalières : Taux de prise en charge	Franchises	TAUX	CHOIX*
Décès	Non concerné	Néant	6.32%	<input type="checkbox"/>
Accident de service & maladie imputable au service (y compris temps partiel thérapeutique)	90%	30 jours fermes		
Maladie de longue durée, longue maladie (y compris temps partiel thérapeutique et disponibilité d'office)	90%	30 jours fermes		
Maternité / adoption / paternité	90%	30 jours fermes		
Incapacité (maladie ordinaire, disponibilité d'office, invalidité temporaire)	90%	30 jours fermes		

\*Cocher la tarification retenue

Risques garantis :

Accident de service et maladie imputable au service - maladie grave - maternité / adoption / paternité + maladie ordinaire

Conditions : (garanties/franchises/taux)

Tous risques garantis avec une franchise de 10 jours fermes par arrêt, en maladie ordinaire : 0.85 %

ARTICLE 2 : d'accepter les frais liés au pilotage du contrat groupe

Le Centre de Gestion recevra à ce titre des frais de gestion, de la part des adhérents au contrat, calculés à partir d'un pourcentage de la masse salariale déclarée auprès du prestataire d'assurance permettant le calcul de la prime :

Montant de la masse salariale déclarée	Tarifs
Jusqu'à 4 000 000€	0.25% de la masse salariale déclarée
De 4 000 001€ à 7 000 000€	0.15% de la masse salariale déclarée
Au-delà de 7 000 001€	0.05% de la masse salariale déclarée

Le CDG 15 émettra un titre de recettes avant le 30 juin de l'année en cours.

ARTICLE 3 : d'autoriser le Maire ou son représentant à adhérer au présent contrat groupe d'assurance statutaire, couvrant les risques financiers liés aux agents, fonctionnaires ou non titulaires, souscrit par le CDG 15 pour le compte des collectivités et établissements du Cantal, à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

ARTICLE 4 : d'inscrire les crédits nécessaires au budget.

**9 Adhésion Syndicat mixte GEMAPI Auze Sumène**

Vu la délibération 20240926014DE du 26 septembre 2024 validant l'adhésion de Sumène Artense communauté au Syndicat Mixte du Bassin Versant Auze Sumène

Vu les projets de statuts du syndicat mixte du bassin versant Auze Sumène qui prendra la dénomination Syndicat Mixte du Bassin-versant Auze Sumène (SYMBAS)

Considérant la constitution du syndicat mixte du Bassin Versant Auze Sumène à l'initiative des Communautés de communes du Pays Gentiane, du Pays de Mauriac, du Pays de Salers, de Sumène Artense communauté et de Xaintrie Val Dordogne

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que lors du conseil communautaire du 26 septembre 2024, les élus de Sumène Artense communauté ont validé les principes de structuration syndicale de la compétence GEMAPI à l'échelle du bassin versant Auze Sumène, validé les statuts du futur syndicat et l'adhésion de Sumène Artense communauté. Il est rappelé que pour des raisons de fluidité administrative, il est nécessaire de transformer l'entente Auze Sumène existante depuis 2019, en charge de la GEMAPI sur les bassins versant de l'Auze et de la Sumène, en syndicat de rivière.

L'objet du Syndicat Mixte du Bassin-versant Auze Sumène est d'exercer, par transfert, en lieu et place de ses membres et sur son périmètre d'intervention :

- la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) définie par l'article L.211-7 du Code de l'Environnement,
- la compétence « animation-concertation de bassin » définie à l'item n° 12 de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement.

Les actions du syndicat sont d'intérêt général et visent l'atteinte du bon état écologique des milieux aquatiques, la restauration et la protection des milieux aquatiques, dans le respect de la réglementation applicable, et s'inscrivent dans le cadre des politiques publiques en vigueur sur son territoire.

Monsieur le Maire donne lecture des statuts de ce syndicat dénommé « Syndicat Mixte du Bassin-versant Auze Sumène » (SyMBAS) et détaille les modalités de fonctionnement de la structure notamment en ce qui concerne les modalités de participation financière de chaque membre à l'équilibre global de fonctionnement et d'investissement.

Monsieur le Maire précise que pour que Sumène Artense communauté puisse valablement adhérer à un syndicat mixte il faut :

- D'une part l'accord du Conseil Communautaire, sous réserve de la validation par les communes membres
- D'autre part l'accord des communes membres de Sumène Artense communauté dans les conditions de majorité requises pour sa création à savoir : les deux tiers au moins des conseils municipaux, représentant plus de la moitié de la population ; ou la moitié au moins des conseils municipaux, représentant les deux tiers de sa population dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification de la décision de Sumène Artense communauté aux communes membres. Cette majorité doit comprendre le Conseil Municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.

Le conseil municipal, entendu l'exposé du maire de la commune de Champagnac, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : D'APPROUVER, l'adhésion de Sumène Artense communauté au Syndicat Mixte du Bassin Versant Auze Sumène

ARTICLE 2 : DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération

**10 Noël enfants des agents communaux – des agents communaux – des Aînés de la commune**

Date de la convocation : 21/10/2024

Pour les fêtes de fin d'année Monsieur le Maire propose :

- Pour les enfants des agents jusqu'à l'âge de 14 ans (au nombre de 5), une somme de 50.00 par enfants,
- Pour le personnel communal (soit 13 agents), un bon d'achat à utiliser dans les commerces de la commune d'un montant de 40.00 euros,
- Pour les Aînés de la commune (plus de 70 ans) qui n'assistent pas au repas offert (35€/pers) par la municipalité, un bon d'achat d'une valeur de 35.00 euros à utiliser dans les commerces de la commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité approuve cette délibération.

Fin de séance : 19h35